

16 août 2021
Bruxelles

FR

Déclaration du Réseau européen des femmes migrantes sur la situation en Afghanistan et les droits des filles et des femmes afghanes

Afghanistan : Pourquoi le monde est-il silencieux ?

Alors que le retrait des États-Unis et de l'OTAN d'Afghanistan touche à sa fin, les talibans et leurs associés ont achevé leur prise de contrôle rapide de la plupart des centres administratifs, des capitales provinciales et de la capitale de l'Afghanistan. Les forces talibanes éliminent ainsi les progrès, aussi fragiles soient-ils, réalisés au cours des vingt dernières années et transforment le pays en un jumeau contrôlé par Daesh, où la seule défense des droits humains par la pensée est un acte punissable. L'ampleur de cette attaque est sans précédent et ne peut être décrite autrement que comme une invasion. Vingt groupes - dont Al-Qaida et l'État islamique d'Irak et du Levant (ISIL/Daesh) - se battent aux côtés des talibans contre le peuple afghan.

Celles qui paieront le plus lourd tribut à cette attaque brutale seront - et sont déjà - les filles et les femmes.

Les femmes afghanes - tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afghanistan - ne connaissent que trop bien ce prix. Le monde entier a détourné le regard lorsqu'en mai 2020, une maternité a été attaquée en Afghanistan, laissant 16 mères mortes. Le monde a détourné le regard lorsqu'en mai 2021, une école a été bombardée, entraînant la mort de 90 filles et en blessant beaucoup d'autres. Le monde a continué de regarder en silence les troupes talibanes entrer dans Kaboul, la capitale de l'Afghanistan, au sein de laquelle des milliers de citoyennes et citoyens avaient trouvé refuge, cherchant désespérément à échapper à un régime brutal dont elles et ils refusent d'être les esclaves.

La stratégie des talibans et de leurs complices ne doit laisser aucun doute : ils sont là pour asservir les filles et les femmes et pour tuer celles et ceux qui osent résister à l'asservissement. Depuis qu'ils ont pris le contrôle de la capitale Kaboul, les talibans ont publié des déclarations



dans les médias affirmant que tout le monde est en sécurité et qu'il ne sera fait aucun mal, mais pour le peuple afghan qui a eu affaire à eux dans les années 1996-2001, il ne s'agit que d'une déclaration destinée à calmer la situation et à apaiser la communauté internationale pour le moment. Le peuple afghan n'est pas dupe : l'intention réelle est de tuer les minorités ethniques et religieuses, les journalistes, les défenseurs et défenseuses des droits humains, les enseignants et enseignantes. Tout en tuant et en réduisant en esclavage, les talibans ont pour but de terroriser, instiller la peur et éliminer l'espoir.

Pour eux, l'espoir le plus dangereux de tous est celui des femmes afghanes : vivre dans un pays de paix, libéré de la violence masculine, de la dictature religieuse conservatrice et de la corruption patriarcale - un pays que les filles et les femmes afghanes n'auraient pas besoin de fuir en devenant des réfugiées, condamnées à l'exil.

Maintenant, cet espoir est détruit sous leurs yeux.

Le régime taliban est incompatible avec les droits humains des femmes.

"Je veux revenir à l'école encore plus qu'avant et continuer mes études", a déclaré Fatima Noori, une adolescente du lycée Sayed Ul-Shuhada qui a été bombardé le 8 mai 2021, faisant plus de 90 mortes parmi les filles.

Les meurtres de mères en 2020 et d'écolières en 2021 ne sont pas des attaques aléatoires mais des actes de violence ciblés et soigneusement planifiés contre les femmes et, en particulier, contre celles d'entre elles qui aspirent à une éducation et un avenir. Alors que le président américain Joe Biden a qualifié le retrait des troupes américaines de "fin de la plus longue guerre de l'Amérique", la véritable guerre n'est pas terminée - ni pour les filles et les femmes en Afghanistan, ni pour leurs enfants, ni pour aucune communauté pacifique du pays.

Dans son "Appel à l'action pour les droits de l'homme", le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, déclare clairement que "la misogynie est une caractéristique commune de l'extrémisme violent". En tant que féministes, nous l'avons toujours su, de nombreuses études et recherches féministes confirment ce que les idéologies masculines violentes ont en commun, quelle que soit l'ethnie ou la religion : la haine contre les filles et les femmes en tant que classe sexuelle, la volonté de contrôler les femmes, leurs droits et libertés, notamment en matière de sexualité et de procréation ainsi que celle de prévenir l'accès des femmes à toutes les sphères décisionnaires - politiques, économiques ou culturelles - au sein desquelles elles pourraient exercer un pouvoir et prendre le contrôle de leur vie.

Si l'on ne reconnaît pas que la misogynie est une composante essentielle des idéologies et des mouvements extrémistes, il ne sera jamais possible de les arrêter. Si nous ne reconnaissons pas que les organisations de défense des droits des femmes doivent jouer un rôle central dans

les décisions stratégiques visant à mettre fin ou à prévenir les conflits d'origine humaine et à maintenir la paix, que ce soit en Afghanistan ou dans toute autre partie du monde, nous ne parviendrons jamais à créer les sociétés pacifiques pour lesquelles tant de nations se sont engagées dans le cadre des Objectifs de Développement Durable.

Selon une enquête nationale réalisée en 2019, 87 % des afghans et des afghanes soutiennent le droit des filles et des femmes à l'éducation. En outre, plus de 65 % ne sont pas prêts à sacrifier l'éducation ou l'emploi des femmes en échange d'un "accord de paix", dans un contexte où plus de 3,5 millions de filles sont aujourd'hui scolarisées en Afghanistan, alors qu'il n'y en avait quasiment aucune sous le règne des talibans de 1996 à 2001.

Pourquoi alors, une fois de plus, pratiquement aucune femme afghane n'était présente lors des "pourparlers de paix" qui, comme on pouvait s'y attendre, se sont soldés par un désastre et par un nouveau bain de sang d'innocents au lieu de la paix et de la sécurité promises en Afghanistan ?

Ce que le "gouvernement" taliban réserve aux femmes afghanes ne sera une surprise pour personne. Aucune partie de leur programme n'est cachée : les femmes deviendront la propriété des hommes - la propriété des combattants talibans avant tout - les filles seront destinées à être le "stock de reproduction" de la nouvelle génération de soldats, leur droit à l'éducation, à l'emploi, à la santé, à la participation politique sera nié, leurs libertés de mouvement et de pensée, seront sévèrement restreintes, puis abolies entièrement.

Il est inacceptable de reconnaître un régime misogyne violent.

Avant même que les talibans ne prennent le contrôle total de l'Afghanistan, un certain nombre d'États les avaient déjà tacitement reconnus comme un pouvoir dominant le peuple afghan. Les responsables russes ont appelé à l'inclusion des talibans dans la nouvelle administration de l'Afghanistan, tandis que l'UE n'a pas pris de position claire concernant la dénonciation ou la reconnaissance du pouvoir des talibans. Lors de sa réunion du 6 août 2021, le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé à un cessez-le-feu immédiat et a reconnu la "trajectoire catastrophique de la violence et de la souffrance humanitaire en Afghanistan". Toutefois, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies, Deborah Lyons, a également déclaré que "c'est aux talibans" de mettre fin à l'effusion de sang en Afghanistan, reconnaissant ainsi de facto le statut des talibans comme légitime.

Les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ont appelé la République islamique et les talibans à "s'engager de manière significative dans un processus de paix inclusif, dirigé par les afghans et appartenant aux afghans, afin de progresser de toute urgence vers un règlement politique et un cessez-le-feu".



Le mollah Baradar, chef politique des talibans, a prononcé un discours devant des représentants internationaux dans lequel il a déclaré : "Nous sommes déterminés à résoudre les différends par le dialogue." Pourtant, simultanément, les talibans menaient une offensive militaire brutale dans tout l'Afghanistan, assassinant des civil.ess, réduisant les femmes en esclavage et les expulsant des universités, des hôpitaux et des bureaux. Rien qu'au cours des derniers mois, 50 000 civil.es ont été blessés dans le cadre de cette guerre, dont la moitié sont des femmes et des enfants. Des adolescentes ont été capturées pour devenir des esclaves sexuelles, alias "épouses", pour les soldats talibans. Dans les villes capturées, il a été interdit aux femmes d'aller travailler. Des femmes journalistes ont été assassinées.

Quel dirigeant.e dans le monde croit sincèrement que les talibans cherchent le dialogue ? Maintenant que la Troïka et d'autres acteurs puissants ont demandé aux talibans de participer à une "solution pacifique", vont-ils assumer la responsabilité de l'assaut et du bain de sang qu'ils ont causés ?

Les femmes d'Afghanistan : Quel est leur avenir dans leur pays ?

Même sans le contrôle des talibans sur le pays, la situation des femmes et des filles en Afghanistan est extrêmement difficile. Depuis de nombreuses années, l'Afghanistan figure sur la liste des pays les plus meurtriers au monde. Pendant des décennies, les femmes afghanes ont été privées d'éducation, ce qui a entraîné une pénurie de personnel médical féminin pour fournir les soins essentiels aux femmes en couches, alors même que de nombreuses familles afghanes ne désirent s'adresser qu'à du personnel médical féminin pour l'accompagnement de la grossesse et de l'accouchement. Dans les zones rurales, la plupart des femmes n'ont pas un accès adéquat aux soins obstétricaux ou ne peuvent pas se les payer. En conséquence, jusqu'à deux tiers des naissances ont lieu à domicile sans aucune assistance médicale, près de 4 500 femmes meurent chaque année de complications pendant la grossesse ou l'accouchement, et un bébé sur 13 meurt au cours de sa première année.

Le "2021 Women's National Business Agenda : une feuille de route pour l'autonomisation économique des femmes afghanes" élabore une série de mesures visant à soutenir l'indépendance économique des femmes en Afghanistan. Parmi ses recommandations, il propose d'introduire un quota de 10 % d'entreprises appartenant à des femmes pour les contrats gouvernementaux, d'augmenter la vente en ligne de produits fabriqués par des femmes, de fournir des subventions aux femmes entrepreneuses, d'encourager les entreprises non autorisées appartenant à des femmes à entrer dans l'économie formelle et de créer des marchés réservés aux femmes dans les zones où ils n'existent pas encore.



Comment ces mesures peuvent-elles être mises en œuvre sous un régime qui interdit aux femmes de quitter la maison sans un tuteur masculin, assassine les filles qui vont à l'école et élimine toute perspective de vie professionnelle pour les femmes ?

L'histoire des Talibans est une histoire de violence masculine contre les filles et les femmes, de brutalité et de terreur. Ce qui se passe actuellement en Afghanistan ramènera le pays des centaines d'années en arrière et fera reculer les droits des filles et des femmes de manière catastrophique.

Aux dirigeants du monde entier je veux dire : *"Honte à vous", pour ce que vous avez fait à l'Afghanistan. Pourquoi avez-vous dû faire ce que vous avez fait ? Pourquoi le faites-vous à cette partie du monde, je ne comprends pas*", a déclaré la fondatrice de l'Afghan Women Network, Mahbooba Seraj.

Des organisations telles que NEGAR et Femmes sous lois musulmanes, qui ont passé des décennies à se battre pour les libertés des femmes afghanes, ont mis en garde contre les effets néfastes sur les droits des femmes de l'avancée des talibans et de leur prise de pouvoir dans le pays.

Alors que des accords honteux de trahison ont été conclus entre les dirigeants talibans et ceux qui avaient promis de ne pas abandonner le peuple afghan, les femmes et les filles, ainsi que d'autres communautés pacifiques, sont prises au piège en Afghanistan. Ces personnes n'ont nulle part où fuir car les frontières se ferment et les ambassades des pays voisins cessent de délivrer des visas. Il y a 17 millions de femmes en Afghanistan qui sont confrontées à la perspective d'une mort rapide si elles résistent ou d'une mort lente. Leurs destins se retrouveront peut-être dans les livres d'Histoire, mais il sera déjà trop tard.. Pendant ce temps, à l'exception de quelques militants engagés pour les droits des femmes et de journalistes sympathisants, la communauté internationale assiste aux atrocités et à l'étouffement des espoirs des femmes afghanes en détournant les yeux.

Zarifa Ghafari, première femme maire d'Afghanistan, déclare : *"Je suis assise ici et j'attends qu'ils viennent. Il n'y a personne pour m'aider ou aider ma famille. Je suis juste assise avec eux et mon mari. Et ils vont venir chercher des gens comme moi et me tuer"*.

Aucun couloir humanitaire pour les petites filles afghanes n'a été créé par l'Europe, les États-Unis ou la Russie. Alors que les civils étrangers sont évacués d'Afghanistan, aucune protection particulière n'est accordée aux femmes, enfants et personnes âgées afghanes. Au moment où les femmes et les jeunes filles afghanes implorent d'être sauvées des talibans qui approchent à grands pas, les pays les plus riches et prétendument parmi les plus avancés en matière d'égalité femmes-hommes de l'Union - l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas - ont demandé aux dirigeants européens de poursuivre les expulsions vers l'Afghanistan. *"L'arrêt des renvois envoie un mauvais signal et risque d'inciter encore plus de citoyens afghans à quitter leur pays pour l'UE"*, peut-on lire dans leur déclaration du 5 août. Si de rares États de l'UE ont mis fin aux expulsions vers l'Afghanistan, nous attendons toujours



de voir quelles mesures générales les dirigeant.es de l'UE vont mettre en place pour aider les femmes afghanes et toute une génération de filles et de garçons afghans dont l'exode est inévitable si leur pays devient un bastion du régime misogyne et conservateur taliban.

Nous, militantes féministes et militantes des droits des femmes, n'avons pas le pouvoir de remédier aux erreurs de dirigeant.es politiques incompetent.es qui, année après année, décennie après décennie, ont pris des décisions irréfléchies et coupables, aboutissant à la catastrophe pour les afghanes dont nous sommes témoins aujourd'hui. Cependant, nous avons le pouvoir de parler, d'exposer et de documenter. Nous avons le pouvoir de demander des comptes aux dirigeant.es politiques et de réclamer justice pour les femmes. Plus que jamais, nous avons le pouvoir de témoigner et de nous souvenir.

Le Réseau européen des femmes migrantes invite tout le monde à un événement international public **STAND UP FOR AFGHAN WOMEN à 16h30, heure d'Europe centrale, le 28 août, jour où des manifestations mondiales auront lieu dans les villes du monde entier en solidarité avec le peuple afghan.**

[INSCRIVEZ-VOUS POUR L'ÉVÉNEMENT ICI](#)

Nous invitons chacun.e à soutenir les organisations qui œuvrent pour la défense des droits des femmes et des filles afghanes :

Women Regional Network	https://gofund.me/423dddab
Women Living under Muslim Laws	https://www.wluml.org/how-to-help/
Women for Afghan Women	https://womenforafghanwomen.networkforgood.com/projects/123748-20-years-of-afghan-women-strong
We the Afghan	https://gofund.me/91e9399b
NEGAR	https://www.negar-afghanwomen.org/2/parrainage/
Afghan Women's Network	https://www.facebook.com/afghanwomennetwork/
Her Afghanistan	https://www.herafghanistan.com

